

L'EUROPE TELLE QU'ELLE EST : UN POINT DE VUE COSMOPOLITIQUE

Ulrich Beck & Anthony Giddens

Les citoyens français et néerlandais ont tranché. Mais que signifient ce « non » et ce « *nee* » à la Constitution ? « Au secours, nous ne comprenons pas l'Europe. Qu'est-ce que tout cela veut dire ? L'élargissement en a-t-elle fait une entité bizarre et indéfinissable ? Quel sens pouvons-nous donner à l'Europe ? » En matière de construction institutionnelle, l'Union européenne est pourtant un des exemples les plus originaux et réussis depuis la seconde guerre mondiale. L'Europe n'a pas seulement remis en cause les frontières géographiques, mais aussi les frontières mentales. Il est temps de voir l'Europe telle qu'elle est. Quel est le sens du discours sur l'Europe, en quoi consiste sa légitimité propre ?

UNE ILLUSION NATIONALE MINE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

Envisager l'Europe sous un angle national réveille les plus profondes peurs européennes concernant la nation elle-même : tel est le paradoxe dont il faut rendre compte. Penser en termes de nation, c'est laisser entendre qu'il faudrait choisir entre l'Europe ou les nations européennes, sans troisième terme possible. L'Europe et ses États membres deviennent des rivaux dont chacun menace l'existence de l'autre. Ainsi mal comprise, l'eupéanisation semble devenir un diabolique jeu à somme nulle, où l'Europe et les nations qui la composent finissent par être tous perdants.

Quant à l'autre face du paradoxe : si l'on veut rassurer les États membres, leur montrer que l'expansion européenne n'équivaut pas à un suicide culturel, alors il faut rejeter les concepts sociaux et politiques de nation pour penser l'Europe en termes cosmopolitiques. Une Europe cosmopolitique est d'abord et avant tout une Europe fondée sur la différence, sur des particularités nationales dûment reconnues. D'un point de vue cosmopolitique, cette diversité (de



langues, d'organisation économique et politique, de culture politique) est l'origine même de la conscience européenne et non pas, comme le suggère le point de vue national, un obstacle à l'intégration. Être européen signifie alors : nous sommes intrinsèquement un choc de cultures.

Et pourtant, on continue à penser l'Europe comme si elle était une « nation inachevée » ou un « état fédéral incomplet » ; on persiste à croire qu'il faudrait qu'elle soit effectivement une nation et un état. Cette incapacité à saisir la nouvelle réalité historique incarnée par la construction européenne est la cause principale de l'impasse. Et c'est aussi une des raisons essentielles qui fait que les institutions européennes semblent inaccessibles, irréelles, voire menaçantes pour les citoyens qu'elles prétendent servir. Même la recherche spécialisée sur l'Europe ose à peine dépasser ces schémas de pensée traditionnels. L'Union européenne est envisagée à la lumière des concepts nationaux de territorialité, de souveraineté, de division des compétences et d'indépendance nationale. 8 Même lorsqu'elle mobilise les termes plus complexes de « gouvernance » ou de « système à plusieurs niveaux », la recherche sur l'Europe, fortement influencée par la science politique et le droit, demeure prisonnière de schémas de pensée modelés sur la nation.

L'absence de sociologie spécifique à l'Europe est particulièrement frappante. La sociologie a développé ses outils méthodologiques en analysant les sociétés nationales au tournant des XIX^e et XX^e siècles. Comme ces outils ne sont manifestement pas pertinents pour analyser la société européenne, on en conclut qu'il n'y aurait pas de société européenne digne de ce nom. Parmi les nombreuses explications avancées, l'une prête particulièrement le flanc à la critique : l'idée que le concept de société serait le pivot du nationalisme méthodologique de la sociologie. Il faudrait concevoir l'Europe au pluriel, comme une collection de sociétés, c'est-à-dire de manière additive. La société européenne serait équivalente aux sociétés des nations européennes. Avec un tel schéma conceptuel, il n'y a pas lieu de s'étonner que la sociologie échoue à saisir la réalité européenne. Le nationalisme méthodologique des sciences sociales est une erreur historique qui empêche de saisir la complexité des réalités européennes et leur interaction. En un mot : le nationalisme méthodologique, par son aveuglement aux réalités européennes, obscurcit notre horizon.

C'est un même schéma de pensée qui soutient la thèse selon laquelle « il n'y a pas de *demos* européen ». Thèse qui impose immédiatement de préciser à quel *demos* on fait ici référence : le *demos* de la cité grecque, celui des cantons suisses, celui des États nations ? Qu'en est-il des sociétés réelles de nos pays,





intimement liés entre eux ? Les citoyens des États-nations eux-mêmes forment-ils toujours un *demos* homogène ?

À l'œuvre derrière ces positions, l'idée que l'État-nation est la pierre de touche conceptuelle, à laquelle les réalités européennes ne satisfont pas : pas de *demos*, pas de nation, pas d'État, pas de démocratie, pas d'espace public. Pourtant, à côté de l'indifférence ou de l'incompréhension pour les débats qui agitent les autres États membres, des processus de communication transnationaux toujours plus nombreux s'organisent sur les défis que rencontrent les différents États-nations : notamment, tout récemment, les réactions à la guerre en Irak, au soulèvement démocratique en Ukraine ou à l'antisémitisme européen. Plutôt que de continuer à répéter obstinément qu'il n'existe pas d'espace public européen, il convient de réviser la notion d'espace public liée à l'État-nation dans un sens cosmopolitique, pour comprendre les dynamiques réelles qui sont en train de donner forme à un espace public européen qui dépasse les frontières.

Il faut penser l'europanisation non seulement de manière verticale (des sociétés nationales qui appliquent une législation européenne, par exemple), mais également de manière horizontale. L'europanisation désigne alors la manière dont les sociétés nationales, les systèmes nationaux d'éducation, les familles, institutions scientifiques et économiques de chaque pays forment des réseaux et se mêlent les uns aux autres. L'europanisation horizontale signifie alors une ouverture latérale des espaces nationaux.

Sont « européens » en ce sens, les formes d'identité, les modes de vie, les modes de production « co-nationaux » qui dépassent les frontières des États singuliers. Ces structures et ces mouvements transgressent continuellement les frontières. De nouvelles réalités émergent dans le sillage de cette europanisation horizontale et prennent corps « en coulisse », se répandent et deviennent des acquis pour les générations suivantes : multilinguisme, réseaux internationaux, mariages mixtes, implantations géographiques multiples, mobilité de l'éducation, carrières internationales, intégration scientifique et économique. Les données sur ces indicateurs clés font terriblement défaut : l'importance et la signification de ces nouvelles formes d'europanisation transnationale passent inaperçues, parce que les statistiques nationales – tout comme la recherche sociologique empirique – restent emprisonnées dans un nationalisme méthodologique.



UN JEU EUROPÉEN GAGNANT : DES SOLUTIONS COMMUNES QUI SERVENT L'INTÉRÊT NATIONAL

Partons des dilemmes de la politique d'un État-nation à l'ère de la mondialisation économique. Une seule chose est pire que de se faire engloutir par les entreprises multinationales : ne pas se faire engloutir par les entreprises multinationales ! Ce qui effraie les citoyens des sociétés démocratiques c'est d'être tout à coup confrontés à un manque béant dans la fabrique du pouvoir politique : les élus assistent, en spectateurs impuissants, aux décisions que prennent des acteurs non élus. En réalité, le vote contre la constitution était un vote contre le dragon de la mondialisation.

10 Mais ce que les eurosceptiques ont du mal à comprendre, c'est qu'il est faux de tout observer à travers des lunettes nationales : bien souvent des accords collectifs au sein de l'Union européenne réussissent mieux à servir l'intérêt national. Ainsi, la création d'un marché intérieur, au prix d'un abandon d'un peu de souveraineté, a apporté d'immenses bénéfices pour les entreprises nationales et leurs salariés. C'est là que se révèle la valeur politique ajoutée de l'Union européenne : des solutions communes sont souvent plus fructueuses que les efforts isolés des nations.

Partout en Europe, les gouvernements nationaux luttent contre ce qui semble être des problèmes nationaux : ils essaient d'y faire face par eux-mêmes, et échouent le plus souvent. On peut prendre pour exemples les délocalisations ou la capacité à contrôler la fiscalité des entreprises. Des entreprises mobiles qui opèrent à l'échelle mondiale sont en mesure d'affaiblir les États individuels en les dressant les uns contre les autres. Plus le point de vue national est puissant dans les pensées et les actes des populations et des gouvernements, plus de telles entreprises sont en mesure d'asseoir leur pouvoir. Tel est le paradoxe : le point de vue national est fatal aux intérêts nationaux, parce que ces intérêts sont mieux défendus à un échelon européen, voire mondial !

Le déclin démographique, par exemple, n'est pas un problème national qui affecterait certaines sociétés en particulier, et il ne peut pas être combattu à l'échelle d'une nation. La même situation prévaut partout en Europe. Le nombre de personnes âgées va croissant dans toutes les sociétés, les systèmes de retraite sont exsangues, et pourtant, les réformes nécessaires pour contrer ces tendances sont bloquées par une résistance organisée des groupes mêmes qui sont affectés. Comme le dit Fareed Zakaria, « l'Europe a besoin de ce qui provoque une paranoïa populiste : des réformes économiques pour survivre dans une ère de compétition économique, des jeunes immigrants pour soutenir son marché social, et des relations stratégiques avec le monde musulman, qui progresseraient très nettement grâce à l'intégration européenne



de la Turquie ». Une manière constructive de sortir de ce mauvais pas pourrait consister à considérer le réseau de problèmes auquel sont confrontées nos sociétés – déclin démographique, populations vieillissantes, réformes difficiles mais nécessaires de la sécurité sociale et politiques d’immigration ciblées – comme des questions européennes qui doit être traitées à l’échelon collectif. Tous ces gouvernements embourbés dans l’ornière nationale, qui se satisfont de pseudo solutions, ont tout à y gagner.

Le point de vue national ne voit que la fin de la politique ; le point de vue cosmopolitique, en revanche, peut y discerner une renaissance de la politique nationale.

Les sociétés les plus égalitaires et solidaires d’Europe (et du monde), les pays scandinaves, sont également les plus réformistes, y compris en accordant du pouvoir aux citoyens et aux échelons locaux. Dans quelle mesure le reste de l’Europe, y compris les nouveaux pays membres, peut-il apprendre de ces pays ? Beaucoup disent : fort peu, parce qu’ils sont relativement petits et que leurs systèmes de protection sociale ne peuvent pas être exportés. Nous disons au contraire : beaucoup. Nous ne pouvons pas tous devenir des Scandinaves. Mais nous pouvons tous, anciens ou nouveaux États membres, tirer profit de ces exemples d’une meilleure pratique. Par exemple, une politique de l’emploi active, telle que la Suède l’a mise en place, est une mesure qui a été adoptée par tous les pays qui connaissent un taux d’emploi élevé. La même chose est vraie des politiques qui mettent en œuvre des réformes de l’éducation, le développement des universités, la diffusion des technologies de l’information, la décentralisation des services de santé, et les dispositifs de garde d’enfants.

Ce que nous enseigne le succès de l’eupéanisation, de manière générale, c’est la nouvelle logique du réalisme cosmopolitique : la meilleure manière de résoudre des problèmes nationaux urgents peut se trouver dans la coopération transnationale. Une coopération permanente entre les États n’affaiblit pas leur pouvoir, mais le renforce. Pour le dire sous une forme paradoxale : abandonner une partie de sa souveraineté, c’est l’augmenter. C’est le secret de la légitimité de l’Union européenne. À l’inverse, ceux qui entreprennent la tâche impossible de s’isoler au niveau national ne réussissent qu’à mettre en danger leur propre prospérité et les libertés démocratiques. La richesse et la croissance économique, tout comme la gestion du chômage et le maintien d’une démocratie stable, dépendent désormais d’une approche cosmopolitique.





L'EUROPÉANISATION COMME CULTURE TRANSNATIONALE DU SOUVENIR

« Ah, l'Europe », soupire Thomas Mann, évoquant l'histoire calamiteuse de l'Occident. Deux siècles et demi de guerres et de bains de sang. Au centre de n'importe quel village d'Europe, un monument porte gravés les noms de ceux qui sont tombés – 1915, 1917. Un peu plus loin, sur le mur de l'église, une plaque rappelle le souvenir des morts de la seconde guerre mondiale. Elle porte les noms de trois hommes de la même famille : mort en 1942, mort en 1944, porté disparu en 1945. Les mémoriaux pour les camps de concentration nous rappellent l'eupéanisation des haines raciales. Voilà l'Europe telle qu'elle était.

12

Quand tout cela a-t-il eu lieu ? Il n'y a pas si longtemps – pas plus tard qu'à la fin des années 1980, les peuples de cette Europe belligérante étaient bloqués dans une impasse nucléaire. Les mesures de rapprochement entre l'Est et l'Ouest ne semblaient possibles qu'à condition d'accepter l'idée d'une Europe à jamais divisée. Et maintenant ! Le miracle européen a eu lieu : les ennemis sont devenus des alliés. C'est unique dans l'histoire – c'est en fait presque inconcevable. Au moment même où l'histoire des États est la plus instable, une création politique a permis de donner corps à ce qui est presque inconcevable : que les États transforment d'eux-même leur monopole de la violence en tabou contre la violence. La menace de la force comme possibilité politique – entre États membres ou entre institutions supranationales – a été radicalement bannie, une fois pour toutes, de l'horizon européen.

Cette possibilité est née d'un événement nouveau dans l'histoire européenne : l'horreur de l'extermination des Juifs ainsi que la souffrance de la guerre et les déplacements forcés de population. Ces tragédies ne sont plus ressenties comme des événements qui n'affecteraient que des nations singulières. Au contraire, l'espace national du souvenir a dû s'ouvrir – fût-ce douloureusement – à l'espace européen du souvenir, coupant court à l'esprit de clocher issu du nationalisme (méthodologique). Nous assistons aux premières étapes d'une eupéanisation de l'identité nationale.

Ce changement dans la perspective européenne n'est pas le substitut des différentes histoires nationales, mais les enrichit de nouvelles perspectives extérieures, en dépassant les frontières, en les ouvrant, en les élargissant. Hannah Arendt a souligné le lien entre souvenir et action politique. Toute action se trouve enchaînée aux conséquences irréversibles qu'elle entraîne. Dieu n'est pas le seul à devoir pardonner, mais les peuples doivent également pardonner aux autres peuples – publiquement, parce que c'est le seul moyen de recouvrer la possibilité d'agir. Seule cette capacité à pardonner permet une politique transnationale originale.





À cet égard, l'eupéanisation du souvenir est porteuse d'une contradiction proprement européenne : moralement, légalement, politiquement. Si les traditions qui ont engendré les horreurs de l'Holocauste – mais aussi le colonialisme, le nationalisme, les génocides – sont bien européennes, les valeurs et les catégories juridiques qui permettent de désigner ces actes dans la sphère publique mondiale pour ce qu'ils sont, à savoir des crimes contre l'humanité, sont également européennes. Aussi bien la modernité que la post-modernité fondées sur la nation nous rendent aveugles à l'Europe. L'eupéanisation est une lutte pour formuler des réponses institutionnelles à la barbarie de l'Europe moderne – et en cela, elle se distingue de la post-modernité qui refuse tout à fait de la reconnaître. En ce sens, une Europe cosmopolitique est une auto-critique institutionnalisée de la « voie européenne ».

Ce cosmopolitisme se distingue tant du multiculturalisme que d'un post-modernisme flou. Il consiste à ouvrir les lignes de communication, à intégrer l'étranger, tout en se concentrant sur les intérêts communs et en acceptant l'inévitable interdépendance. Il permet aussi d'intégrer les différentes perspectives historiques entre agresseurs et victimes dans l'Europe d'après-guerre. Ce cosmopolitisme est fondé sur un modèle de normes contraignantes qui doivent éviter le glissement vers un particularisme post-moderne ; mais il n'est pas simplement universaliste pour autant. Pour une entité comme l'Europe, un engagement actif des différentes cultures, traditions et intérêts dans le sens d'une intégration des sociétés nationales est une question de survie. Seul un pardon fondé sur cet engagement est à même de créer la confiance nécessaire pour définir un intérêt européen commun qui dépasse les frontières.

D'un point de vue cosmopolitique, la tolérance culturelle prend la forme d'une tolérance constitutionnelle. Les cultures (politiques) nationales ne sont pas nivelées mais reconnues – elles sont ce qui donne naissance à l'identité européenne. La spécificité de l'Union européenne est d'assurer une coordination politique, en produisant une plus value politique, tout en respectant la rhétorique puissante et les symboles qui sont toujours attachés à l'identité nationale.

UN NOUVEAU MODÈLE COSMOPOLITIQUE D'INTÉGRATION

Le processus de l'expansion européenne et sa politique active vis-à-vis de ses voisins peuvent et doivent être comprises comme un effort d'intégration. L'introduction d'une approche nouvelle d'intégration cosmopolitique qui ne dépend plus de l'harmonisation de règles et de l'élimination des différences





(nationales), mais de leur reconnaissance, ouvre de nouveaux champs de coordination et de puissance institutionnelle pour l'eupéanisation.

Pendant longtemps, le processus européen d'intégration a consisté à éliminer les différences, nationales et locales. Cette « politique d'harmonisation » confond l'unité avec l'uniformité ; elle considère que l'uniformité est la condition préalable de l'unité. À ce titre, l'unité est devenu le principe régulateur le plus important de l'Europe moderne – plutôt que d'appliquer les principes classiques du droit constitutionnel aux institutions européennes. Plus la politique européenne a remporté de succès dans le cadre de ce principe initial d'uniformité, plus grande fut la résistance rencontrée, et plus nets les effets contre-productifs.

14 L'intégration cosmopolitique, en revanche, est fondée sur un changement de paradigme qui proclame : la diversité n'est pas un problème, elle est la solution. De ce point de vue, le processus d'intégration européenne ne doit pas s'appuyer sur les notions classiques d'uniformité et d'« État fédéral » européen, mais doit considérer la nécessaire diversité européenne comme son point de départ. C'est seulement ainsi qu'il est possible de lier deux exigences du processus d'eupéanisation qui semblent à première vue incompatibles : la reconnaissance de la différence d'un côté, l'intégration de la différence de l'autre.

Pour résumer : l'idée nationale n'est pas capable d'unifier l'Europe. Un vaste super État englobant une Europe étendue effraie. Nous ne pensons pas que l'Europe puisse s'ériger sur les ruines des États-nations. Mais s'il est une idée qui peut aujourd'hui unifier l'Europe, c'est l'idée d'une Europe cosmopolitique, parce qu'elle guérit la peur qu'ont les Européens de perdre leur identité et fait de la tolérance constitutionnelle dans les relations entre les États nations un but en soi, tout en dégageant de nouveaux terrains d'actions politique à l'ère de la mondialisation. Plus les Européens se sentiront sûrs d'eux-mêmes, plus ils seront reconnus dans leur dignité nationale, et plus ils mettront de détermination à défendre les valeurs européennes dans le monde et à épouser la destinée des autres.

L'Union européenne doit faire la preuve que ses institutions, mieux que les gouvernements des États pris isolément, peuvent assurer un meilleur avenir aux Européens – considérés comme des individus avec des buts et aspirations personnelles et non pas les représentants d'identités ethniques particulières. Dans un monde globalisé, un tel espoir n'est pas irréaliste. Pour la politique monétaire commerciale, l'immigration, le droit et l'ordre écologique, la politique étrangère et la défense, l'Union européenne est mieux à même de défendre les intérêts des gens, indépendamment de leur langue ou de leur



origine, que les États constitutionnels. En fait, toutes ces crises peuvent être l'occasion de redéfinir l'Europe comme un projet cosmopolitique, à savoir : une entité totalement nouvelle dans l'histoire, une structure étatique dont la pierre angulaire est la reconnaissance des différences culturelles.